

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU C.S.R.E.P. en date du 27 février 2009
Extraits du discours d'Hubert DEGAN, président-fondateur

Chers Amis fidèles entre les fidèles
Bonsoir à vous toutes et à vous tous !

Avant toute chose, je désirerais vous transmettre les excuses de certains de nos Élus :
Fabienne Labrette-Ménager
Dominique Le Mener
Béatrice Pavy

Véronique RIVRON, Conseiller Général, nous fait l'amitié d'être parmi nous ce soir. Véronique, tu es la bienvenue parmi nous.

Chers Amis,

Votre présence, dans le contexte politico-socio-économique en lequel nous vivons, me fait chaud au cœur

L'année 2009 vient de débuter dans un concert de grève, le CAC 40 s'est effondré. L'industrie tourne au ralenti, faute de débouchés.

Les carnets de commandes s'amenuisent dans le secteur du bâtiment.

Le secteur tertiaire est moribond d'où une courbe ascendante de licenciements.

RTT forcée, délocalisations et une accélération incontestable, pour ne pas dire une avalanche, de dépôts de bilan.

2009, sans être ni devin, ni grand clerc sera, sans le moindre doute, une année de fortes turbulences, une année fertile en de multiples contestations, bien malheureusement autistes. Une année de découragement pour nos forces vives... notre électorat !

L'heure de vérité pour notre France

L'heure de vérité pour notre vieille Europe qui, malheureusement n'est, à mon sens, qu'un simple patchwork sans âme, constituée, comme je l'ai déjà écrit, d'individualités et d'exceptions, souventes fois, antinomiques !

Tout comme plus de 15 millions de téléspectateurs et certainement comme une majorité d'entre vous, j'ai, religieusement, écouté le chef de l'État lors de sa prestation du 5 de ce mois.

Sa prestation, compte tenu du contexte mondial que nous subissons de plein fouet et compte tenu des mouvements que nous avons du, pour certains d'entre nous une fois encore subir, sa prestation, disais-je, a été, à mon sens, remarquable en sa forme.

Le Président a eut réponses spontanées aux traditionnelles questions pièges quelquefois incontestablement madrées de certains de ses interlocuteurs.

Quant au fond, je ne me permettrai pas l'outrecuidance de juger, Seul, l'avenir nous permettra de le faire.

Cependant, je pense que ce qui pourrait être de nature à nous inquiéter ce sont les projets de réunions avec les syndicats dont le leitmotiv peut se résumer en trois mots :
Exiger, exiger et exiger encore ! et répondre sempiternellement insuffisant à toute proposition !

En effet,

A ce qui m'est confié, par notre électorat et surtout par nos forces vives du secteur privé :

Exiger des augmentations de salaires, économiquement pas ou très peu "répercutables",

Exiger l'instauration brutale de nouveaux carcans pour ne pas dire boulets pour nos entreprises, en la période de récession, n'ayons plus peur des mots, en laquelle nous entrons tout juste, ne semble pas un modèle d'attitude responsable pour de prétendus partenaires; ce, compte tenu des difficultés que rencontrent, déjà et sans nul doute, les employeurs du secteur privé de tous niveaux.

Une réflexion que je livre à votre sagacité !

En effet, en réponse au chantage et à la "chienlit" comme l'aurait dit le Général, il est plus qu'à craindre de graves désagréments, le terme est faible, pour notre Économie déjà exsangue car, soyons pragmatiques, lorsque l'on donne d'un côté il faut bien le prendre de l'autre !

Il n'y a pas de miracle

Or, chefs d'entreprises, employeurs de tous niveaux et professions libérales, se trouvent dans le volet à "débit".

Notre Gouvernement et nos élus devraient, je le pense, conserver présent à l'esprit la déclaration du Président Américain Abraham Lincoln lors du Congrès de 1860, je cite :

" Vous ne pouvez pas aider le salarié en anéantissant l'employeur...

" Vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche...

" Vous ne pouvez pas forcer le caractère et le courage en décourageant l'initiative et l'indépendance.

" Enfin, vous ne pouvez pas aider les hommes continuellement en faisant pour eux ce qu'ils pourraient et devraient faire eux-mêmes "

Cette assertion n'a pas pris la moindre ride, ce me semble !

Pour l'heure et à ma connaissance, globalement, le chef de l'État nous est apparu bon barreur dans la tourmente.

Pour l'heure, il n'a pas accédé aux sempiternelles pressions et au chantage de la "rue" syndiquée ou sensée l'être.

Il nous faut, cependant, conserver présent à l'esprit que la gauche et ses syndicats persisteront à tenter d'obtenir par la grève ou plutôt par les grèves à répétitions ou, encore, par ses cortèges, sur évalués quant au nombre de leurs participants, ce, avec la complicité de nos médias, que le Gouvernement renonce aux réformes dont certaines semblent être susceptibles de réconcilier notre Pays avec son Service Public : Education... transport... hôpital, cela, en prônant, enfin, le culte du résultat ! un tollé dans les rangs de la gauche.

Face à ce "danger", l'opposition et ses syndicats craignent de voir mis à mal leur pouvoir de chantage... il leur faut, à tout prix, réagir et se refaire une santé - le climat s'y prête.

Toujours à ce qui m'est, personnellement, confié : j'insiste sur ce point :

Certains médias sont, déjà, sur les "starkings blocs" pour les y aider par leurs actions mobilisatrices, notamment, en vue de la future manifestation du 19 mars prochain :

- aide au chantage auprès du Président SARKOZY ?

Bien curieuse pratique du journalisme !

Déjà, l'instauration du service minimum et la résolution relative au non- remplacement d'un fonctionnaire sur deux lors des départs en retraite ont été de bonnes résolutions et seront, sans nul doute, de bon aloi !

Pour se résumer, le président SARKOZY a été clair lorsqu'il a déclaré le 5 de ce mois :

S'endetter pour investir = OUI

S'endetter pour augmenter les dépenses de fonctionnement = NON

Tout un programme qui, j'en suis convaincu, sera loin d'enchanter ni la gauche de Mme Aubry, ni celle du N. P. A. de M. Besancenot ni, moins encore, nos chers syndicats !

Je pense qu'il faut reconnaître l'importance et l'impact de grande partie des dispositions prises par le Président SARKOZY lors de la réunion à haut risque qu'il a parfaitement mené face aux syndicats en bloc uni CGT, CFDT et autres, ce 18 février.

Notons, cependant, si besoin en était, les extrêmes réserves et réactions de Laurence Parisot, présidente du MEDEF, lorsqu'à juste titre, à mon sens, elle explique et répète à l'envie que "préserver les emplois, c'est préserver les entreprises". On pourrait inverser cet aphorisme.

Pour elle, à ce que j'ai ressenti, une augmentation massive du SMIC avec les conséquences sur l'ensemble des grilles de salaires ne serait pas admissible en l'état actuel de notre économie – même réserve en ce qui concerne le partage de la valeur ajoutée !

Le Président a réussi à ne pas céder aux injonctions des syndicats en ce domaine – attendons leur contre-attaque du 19 mars...

Félicitons et remercions le Président pour sa fermeté.

Aussi, wait and see !

Ceci rapidement évoqué, je pense que nous pouvons, aisément et bien malheureusement, retenir que si la crise que nous avons tout juste commencée à subir est d'origine mondiale, celle-ci ne pourra trouver de réelles et durables solutions qu'au plan mondial.

Ce ne seront ni les exactions ni les violences ni le chantage qui amèneront une solution aux problèmes.

Ce ne seront pas les vitupérations enflammées de certains politiques qui n'ont jamais eu de véritables responsabilités de chefs d'entreprise du secteur privé qui vont permettre le redressement de notre Économie.

Le 29 janvier dernier, lors des manifestations CGT – CFDT – SUD – FO..... et P.S., j'ai entendu de la fenêtre de mon cabinet

" la crise s'est eux les patrons doivent payer "

Que deviendraient ces braillards irresponsables, si d'aventure, ils ne survivaient plus de patrons ? ou bien encore, si une majorité d'actionnaires allait investir hors notre turbulent Hexagone !

J'ai, également, entendu scander sous la houlette de chef d'orchestre, "badgés" CGT ou autres :

" SARKO t'est foutu - les travailleurs sont dans la Rue "

un raccourci pour une nouvelle démocratie
le pouvoir serait-il à la rue ?

Face à une telle violence de propos

Face aux chantages qui n'ont pas manqué d'être lancés à tous niveaux et en tous lieux, il serait irresponsable et létal de céder à de tels diktats, espérons que le 19 mars, le Président SARKOZY conservera son cap.

En effet, il serait, également, à mon sens, inepte afin de tenter de prétendument, améliorer le pouvoir d'achat des Français d'accorder et imposer comme le préconise Mme Aubry et comme le veulent les syndicats :

- coups de pouces sur coups de pouces au SMIC et par-delà, ipso facto, à l'ensemble des grilles de salaires

A ce propos, permettez-moi une nouvelle remarque ou plutôt, permettez-moi de vous rapporter les attentes et réactions d'une majorité de notre électorat – Forces vives.

Il serait, de l'avis général de nos amis acteurs économiques du secteur privé de bonne gestion, que notre Gouvernement et que nos Élus avant de légiférer conservent, bien présent à l'esprit, (je ne parle pas, bien entendu, de nos syndicats... ils sont curieusement autistes en ces domaines) que de telles augmentations de salaires ne pourraient, pour grands nombres d'entreprises, et grand nombre d'employeurs, être répercutées au final – compétition européenne et mondiale l'exigeant – et que cette impossibilité s'impose, également, aux professionnels libéraux régis, par des tarifs gelés et bien souvent obsolètes – bonne partie de notre électorat, ne pas le perdre de vue.

2012, c'est demain !

En résumé et de l'avis général de nos forces vives, accepter sous la pression :

- la création ou l'augmentation d'impôts et de charges de nature à aggraver, une fois de plus, le libre exercice de nos entreprises
- la création de nouvelles réglementations ou obligations notamment dans le domaine de l'emploi

ne préserverait, en aucune façon et d'une manière durable, l'emploi et la compétitivité des entreprises qui auraient réussi à "vivoter" en dépit de la crise qui nous occupe.

Lorsqu'il y a du gros temps, le marin averti réduit sa voile et l'adapte à la situation météo.

Peut-être serait-il temps de l'imiter à tous niveaux, bien naturellement – autres vœux pieux, s'il en est !

C'est donc à nous, FORCES VIVES de nous exprimer avant qu'il ne soit trop tard.

La gauche, provisoirement et apparemment délitée est, ne l'oublions pas, en embuscade...
Le PS ne vient-il pas d'enterrer "la hache de guerre", Mme Aubry ne vient-elle pas de tendre la main à Ségolène Royale ?

Rappelons que lors des élections majeures, ce n'est pas la gauche qui gagne, mais la droite qui perd de par son impéritie à respecter prioritairement son propre électorat.

Le devoir de chacun de nous est donc de rappeler à nos Élus la nature exacte du mandat qui leur a été confié.

Ce sera là une démarche d'amis.

J'insiste sur ce point afin d'éviter tout éventuel malentendu ou toute fausse interprétation de mon propos.

Soutenir un Gouvernement :

c'est aussi, tenter de participer activement à ses réflexions,

c'est aussi, lui transmettre pleinement les attentes de son propre électorat.

c'est, aussi, le mettre en garde et l'informer avec sincérité et fermeté, ce, au risque de déplaire en cour !

Pour moi, faire de la politique, doit être un acte purement désintéressé.

Faire de la politique, c'est, aussi, avoir le courage de rester fidèle à ses convictions, ses valeurs et ses engagements.

Faire, avec honneur, de la politique, c'est, se refuser à hurler avec les loups

C'est, refuser de fouler au pied ce que l'on a adulé au prétexte que les temps ont changé.

Faire de la politique, c'est "**agir et réagir**" selon sa conscience et se refuser de suivre aveuglément, tel le mouton de Panurge, quelques directives ou quelques mots d'ordres que ce soient, si ceux-ci n'ont pas votre pleine adhésion

Rappelons, si besoin en était :

Qu'à droite, l'on vote pour une personne et un concept

A gauche, l'on vote contre et systématiquement contre.

Il y a là une grande différence d'approche !

Les résultats aux derniers rendez-vous électoraux perdus par notre droite devraient interpeller nos responsables politiques.

Ce ne seront pas les quelques transfuges du parti socialiste qui réussiront en 2012 à faire compenser, par des voix de gauche, les pertes de confiance de ceux parmi nous qui, dans le silence de l'isolement, estimeront avoir été déçus, lésés, brimés ou ignorés.

À méditer !

Qu'il me soit, maintenant, permis une petite digression – l'actualité m'y obligeant

En effet, j'estimerais indécemment de ne pas évoquer, ici, tout au moins d'une manière schématique, les graves problèmes qui se posent en Guadeloupe et plus généralement en nos DOM TOM.

A en croire nos médias... le dialogue serait ouvert – les négociations seraient en cours.

J'aimerais, puisque nous sommes entre nous, vous confier qu'à la lumière de ma longue expérience de terrain en la matière, le terme "négociation" qui, étymologiquement, signifie pour tout un chacun : *rechercher un accord après une série d'entretiens*, n'a pas, loin sans faut, le même sens aux yeux de nos syndicats CGT – CFDT – FO, etc...

(ceci est valable autant en Métropole que pour nos Dom Tom !) et ceci est, également, bien entendu valable en ce qui concerne le LKP !)

Pour nos syndicats et pour le LKP, "négociation" c'est faire plier le patronat et le Gouvernement par tous moyens.

Pressions médiatiques – blocages et entraves diverses – séquestrations de Cadres et, enfin, et de plus en plus par la menace et la violence.

Il est, je le pense, à craindre que devant les rejets d'accord de cette nuit par le MEDEF, la CGPME et diverses grandes entreprises, le LKP passe, désormais, à la vitesse supérieure plus musclée celle là "pour convaincre" chaque entreprise et chaque employeur réticent.

Une autre manière de dialoguer et... de "négocier" !

Il est manifeste que nous ne pouvons, sans risque de tous ordres, économiques et politiques, accéder aux exigences qui nous sont adressées.

Formons le vœu que les résolutions prises ou à prendre en nos DOM TOM ne donnent pas trop "d'idées" à nos syndicats de l'Hexagone. L'effet "dominos" est plus qu'à craindre.

Face aux scènes d'émeutes, avec, malheureusement, mort d'homme, ne devrions nous pas opposer une réaction anti émeute et non de simple police ?

Devant ce déchaînement de violence, ne devrions-nous pas, certes, à notre corps défendant, proposer l'indépendance pure et simple... naturellement sans soutien financier de la France... cela nous est demandé, je le crois par le LKP dans un concert d'insultes et de menaces à caractère raciste, ce à en croire la presse !

Si nos Entreprises locales le peuvent, alors :
qu'elles accèdent à ces diktats !

Si elles ne le peuvent pas, alors,
qu'elles quittent ces territoires.

Résonnement simpliste j'en conviens, mais, ne rejoint-il pas ce que pense la majorité de notre électorat !

Vox populi – vox dei !

Après ces généralités, pour ne pas dire, ces lieux communs, je vous propose maintenant de revenir à l'objet même de notre réunion de ce soir :

Réunion que j'ai voulue informelle et peu politique. Laissons un peu de temps au temps !

Il nous fallait entériner la décision prise à l'unanimité concernant notre changement d'appellation, ce, à la demande de nombreux adhérents extérieurs à notre département.

Nous allons donc satisfaire l'administration préfectorale en procédant au vote.

Je vous proposerai, également, deux modifications de nos statuts

- l'une concernant notre soutien au Président de la République issu de la Droite parlementaire, sans précision de nom patronymique
- l'autre entérinant les actions, à caractère social, que je pratique moi-même depuis plus de 30 ans. J'en ai fait, si vous le voulez bien, l'une des missions pour notre Cercle.

Après ce vote, nous suivrons, sous la houlette de l'un de nos deux vice-présidents, notre Ordre du jour

Nous aurons, ensuite, l'honneur et le plaisir d'écouter nos amis intervenants, l'un sur la justice, l'autre sur l'Enseignement.

Nous aurons, également le plaisir de recevoir et peut-être, s'il le désire, d'écouter notre Délégué hors Sarthe présent ce soir,

Yannick Le Moing département 35.

Je le remercie de sa présence et de son engagement.

Concernant nos Délégués hors-Sarthe, se sont, malheureusement excusés de ne pas être avec nous ce soir :

[Cédric Clor](#), notre jeune ami qui devait nous rejoindre de son Alsace natale et lointaine, vient d'être hospitalisé, celui-ci nous adresse un message qui vous sera lu par l'un de nos jeunes tout à l'heure ;

[Claude Choplin](#), département 44,

[Pierre Samuel Ablain](#), département 49,

Enfin, j'ai le plaisir de porter à votre connaissance que nous avons décidé de nommer Maxime Besnardeau, pour représenter notre Cercle en Sud-Sarthe, je le remercie, également, pour sa présence et son engagement.

Notre délégué-Jeunes Julien Thibault nous fera, comme à l'accoutumée, part de ses réflexions.

Passons, maintenant, au vif du sujet : nos Intervenants !

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de vous représenter notre ami et adhérent le bâtonnier Gilles Fombonne, excellent juriste, spécialiste du monde économique et de l'entreprise, particulièrement sensible et attentif aux réformes et projets du monde judiciaire et juridique.

Gilles Fombonne s'est attaché personnellement à informer nos gouvernants à tous niveaux.

Gilles Fombonne n'a pas hésité à sortir ses griffes et n'a pas hésité à s'exprimer au plus haut niveau du Gouvernement, bousculant ainsi les hiérarchies et traditions de réserve.

Qu'il en soit félicité et remercié !

Notre ami va, le plus schématiquement possible, le sujet est ardu, nous entretenir d'une réforme majeure en gestation ou plutôt sur le point de l'être dans la sphère judiciaire.

Il va nous parler du Juge d'Instruction et évoquer, je crois, les fonctions et la nature du futur Juge de l'Instruction.

Gilles, ne m'a pas dévoilé son propos mais je fais entière confiance en la sagesse et la qualité de son intervention.

Par contre, je me dois de vous présenter Mme Nicole Anquetil, bien que celle-ci soit magnifiquement connue et estimée, tant dans la sphère politique que dans la micro-sphère de l'Enseignement, de la formation d'enseignants voire, en l'occasion, de diverses interventions et publications multiformes,

Nicole Anquetil, professeur de chaire supérieure en 1998, professeur responsable de classes préparatoires aux écoles supérieures de commerce au lycée Touchard du Mans est également, qu'il me soit permis d'insister sur ce point, Présidente de la Commission de transport et logistique au sein du club d'entreprises Le Mans Métropole.

Pour tenter de parfaire l'éventail des multiples activités de Nicole Anquetil, il me faut, également, préciser que celle-ci travaille au sein d'une équipe du MEDEF car elle milite pour mettre au point des filières d'enseignement débouchant sur des métiers et fondées sur l'ouverture du lycée au monde de l'entreprise.

Autant dire, Nicole Anquetil parle de ce qu'elle connaît et préconise ce, qui de par son expérience de terrain, sera utile tant pour nos futurs jeunes diplômés... que pour les futurs employeurs et par-delà pour notre Économie.

Je vous remercie de votre attention.

Hubert DEGAN
27 février 2009